



DE ROUBAIX-TOURCOING

Pour payer les Sinistrés

Une réforme en faveur des emprunts de reconstitution... Donnons du travail à nos ouvriers...

Si l'on ne veut pas que l'année 1921 soit une année perdue pour la reconstitution...

L'Etat prendra la charge des Emprunts

L'article 67 de la loi de finances du 31 décembre 1920 indique que les sinistrés, les groupements de sinistrés, les communes et les départements...

Mais l'Etat ne peut-il faire plus pour les Sinistrés ?

Le Parlement a une sage préoccupation d'économie. C'est bien ; mais il ne faudrait pas que ce zèle allât jusqu'à rogner la part des sinistrés...

Que fera le Département du Nord ? Et Lille ?

Les avantages que nous venons d'annoncer encourageront-ils nos concitoyens à émettre des emprunts pour se venir en aide à eux-mêmes ?

AU CONSEIL DES MINISTRES

Réforme de l'organisation des Cours d'Assises

Paris, 17 mars. — Les ministres se sont réunis ce matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Millerand.

Le Conseil général de la Seine et les Régions dévastées

Paris, 17 mars. — Le Conseil général de la Seine, sur le rapport de M. F. Lohor, a décidé que la manifestation de solidarité serait faite par lui, en faveur d'un certain nombre de villages sinistrés de la Meuse et d'autres départements éprouvés par la guerre.

Le meeting de la C. G. T. pour les régions libérées

Paris, 17 mars. — Le grand meeting organisé pour le 21 mars par la C. G. T. et auquel sont convoqués les représentants qualifiés des régions libérées...

Le Congrès des Mutuels des Régions dévastées

Soissons, 17 mars. — Le Congrès organisé par la Fédération des Mutuels de l'Aisne et des Régions dévastées, qui devait avoir lieu à Saint-Quentin...

Communistes en Assises

ACQUITTLEMENT GÉNÉRAL

Paris, 17 mars. — Dès l'ouverture de cette 16e audience la dernière, consacrée à l'affaire du prétendu complot communiste...

LA DERNIÈRE PLAIDOIRE

M. Bloch, résumant toutes les contradictions des neuf autres avocats, s'attache à démontrer l'« inanité du complot » et fait la comparaison avec le complot dit « des pénalités », pour lequel « L'Action Française » bénéficie d'un non-lieu.

VERDICT NEGATIF

Le président donne aussitôt lecture au jury des questions qui lui sont posées. Elles sont au nombre de trente ; trois par accusés.

Les jurés réclament la garantie de la liberté individuelle

Les jurés, à l'issue de l'audience, sont allés remettre au président des assises le vœu suivant, qu'ils ont signé à l'unanimité.

ECONOMIES MILITAIRES

LE GOUVERNEMENT ANGLAIS REDUIT D'UN TIERCE LE BUDGET DE LA GUERRE POUR 1921.

Les fils de Belges en France

UN DELAI LEUR EST LAISSE POUR L'OPTION DE LEUR NATIONALITÉ

Paris, 17 mars. — Un arrangement réglant la nationalité des fils de Belges qui, par suite des événements, ont été empêchés de répudier régulièrement la qualité de Français dans l'année de leur majorité, a été signé entre les gouvernements français et belge, le 24 janvier dernier.

Prise au piège

UNE FEMME EST TUEE EN VOLANT DES POULES

Le Congrès des Mutuels des Régions dévastées

Soissons, 17 mars. — Le Congrès organisé par la Fédération des Mutuels de l'Aisne et des Régions dévastées, qui devait avoir lieu à Saint-Quentin...

Les Accords de Londres sont approuvés par la Chambre

Par 491 voix contre 66, elle exprime sa confiance au Gouvernement

Paris, 17 mars. — Réunie cet après-midi, à 15 heures, sous la présidence de M. Raoul PERLEY, la Chambre continue la discussion des interpellations sur les résultats de la Conférence de Londres.

LA FRANCE EST DANS SON DROIT

M. BRIAND rétorque la réponse de l'après-midi de la Chambre, qui, par ses votes, a montré qu'elle n'a pas oublié les intérêts de la France.

Incident Sembat-Lefèvre

SEMBAT monte à la tribune pour exposer quelques regrets qu'on ne tienne pas davantage compte de la bonne attitude du monde ouvrier allemand.

Clôture de la discussion

Nous avons pu, nous le reconnaissons, nous le reconnaissons, nous le reconnaissons, nous le reconnaissons.

Nouvelles déclarations de M. Briand

M. BRIAND demande la parole. La Chambre lui prête toute son attention.

Il demande une confiance sans réserves

M. BRIAND demande la parole. La Chambre lui prête toute son attention.

La Commission des Réparations

M. BRIAND. — La propagande allemande dit qu'il n'y a plus de traité de Versailles. La vérité est que l'accord de Paris n'existe pas.

La Mendicité au Sénat

Paris, 17 mars. — Le Sénat a tenu cet après-midi une courte séance, sous la présidence de M. Léon Bourgeois.

La République soviétique EST PROCLAMÉE EN GEORGIE

Londres, 17 mars. — Le « Daily Express » apprend de Constantinople, le 14, que le gouvernement bolchéviste établi à Tiflis a proclamé en Géorgie la République soviétique.

BATAILLE ÉLECTORALE

Des Députés Français sont partis pour la Haute-Silésie

Dimanche prochain, vont se livrer les opérations décisives d'une bataille qui mérite d'être considérée comme une des plus importantes de la guerre, quoiqu'elle ait lieu dans ce qui est ordinairement considéré comme le domaine des opérations militaires.

Incident Sembat-Lefèvre

SEMBAT monte à la tribune pour exposer quelques regrets qu'on ne tienne pas davantage compte de la bonne attitude du monde ouvrier allemand.

Clôture de la discussion

Nous avons pu, nous le reconnaissons, nous le reconnaissons, nous le reconnaissons, nous le reconnaissons.

Nouvelles déclarations de M. Briand

M. BRIAND demande la parole. La Chambre lui prête toute son attention.

Il demande une confiance sans réserves

M. BRIAND demande la parole. La Chambre lui prête toute son attention.

La Commission des Réparations

M. BRIAND. — La propagande allemande dit qu'il n'y a plus de traité de Versailles. La vérité est que l'accord de Paris n'existe pas.

La Mendicité au Sénat

Paris, 17 mars. — Le Sénat a tenu cet après-midi une courte séance, sous la présidence de M. Léon Bourgeois.

La République soviétique EST PROCLAMÉE EN GEORGIE

Londres, 17 mars. — Le « Daily Express » apprend de Constantinople, le 14, que le gouvernement bolchéviste établi à Tiflis a proclamé en Géorgie la République soviétique.